

**Nations unies - Situation des droits
de l'Homme en Syrie/Briefing du
Haut-Commissaire aux droits de
l'Homme - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Réunion du Conseil de sécurité en
formule Arria**

(New York, 19 mars 2018)

Je suis très heureux que nous puissions réunir le Conseil de sécurité dans ce format et avec une audience si nombreuse. On ne peut pas bâillonner le Conseil de sécurité, surtout quand il s'agit de questions de vie ou de mort, comme celle qui nous rassemble aujourd'hui.

Ceux qui souhaitaient réduire le Haut-Commissaire Zeid et le Conseil de sécurité au silence en sont pour leur frais car nous avons plus d'Etats représentés ici, y compris hors du Conseil de sécurité - que je remercie pour leur présence, et plus d'audience que nous en aurions eus en chambre du Conseil.

Je voudrais remercier tout particulièrement ceux qui ont demandé avec nous la tenue de cette réunion du Conseil et qui en sont les co-organisateurs : le Pérou, la Pologne, la Suède, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et les Pays-Bas - et je salue la présidence néerlandaise.

Sans plus attendre je donne maintenant la parole au Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, en le remerciant de tout coeur pour être avec nous aujourd'hui, et dont la voix forte est plus importante que jamais (...)

Je remercie le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme pour sa déclaration particulièrement éclairante.

Depuis de longues années, le conflit syrien offre une effroyable illustration du lien qui existe entre menaces à la paix et à la sécurité internationales, d'une part, et violations des droits de l'homme d'autre part. Le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, dont la présence parmi nous est encore trop rare, vient d'en dresser le constat implacable.

Votre prédécesseure, Monsieur le Haut-Commissaire, avait mis en garde ce Conseil. Evoquant en 2013 la situation en Syrie, elle avait dit : "ce qui nous attend, si rien n'est fait, est un cauchemar". Nous y sommes. Plusieurs zones de la Syrie, à commencer par la Ghouta orientale, connaissent "l'enfer sur terre" évoqué par le Secrétaire général des Nations unies à l'ouverture du Conseil des droits de l'Homme. Ne nous y trompons pas, cet enfer sur terre que connaît la Syrie n'est pas seulement l'effet de la politique du régime de Damas, c'est l'objectif

même, assumé, de sa folie meurtrière - une folie qui cible délibérément les populations civiles pour y semer la terreur et la mort et qui charrie son cortège quotidien de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, dont les responsables du régime auront à répondre.

Je voudrais rappeler quelques faits que personne au sein de ce Conseil ne peut contester, en tout cas de bonne foi, sur l'évolution des violations, puis sur leurs répercussions et enfin sur les éléments d'une sortie de crise.

Tout d'abord, ce conflit est né il y a sept ans de la répression implacable par laquelle le régime de Damas a répondu aux aspirations démocratiques du peuple syrien. Il s'est poursuivi et aggravé par des violations systématiques des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Les violations que vous avez décrites, Monsieur le Haut-Commissaire, ne sont pas les conséquences inévitables d'une guerre classique. Elles relèvent encore une fois, de la part du régime syrien, d'une stratégie d'écrasement de toute une population par la force, pour anéantir toute forme d'opposition et servir son maintien au pouvoir.

Cette stratégie inclut les sièges et la famine, utilisés par le régime comme armes de guerre. Le sort de la Ghouta orientale, victime d'un siège barbare digne du Moyen-Age, est semblable à celui de Homs, d'Alep et des nombreuses villes assiégées par le régime et ses alliés, avec les mêmes méthodes, systématiques et insoutenables, pour affamer et pour repousser toujours plus loin les limites de l'inhumain. L'offensive du régime et de ses alliés dans la Ghouta orientale a causé plus de 1400 victimes civiles depuis le 18 février selon l'OSDH, dont 281 enfants. Le régime continue de bloquer l'accès humanitaire : seuls 3 convois ont pu pénétrer dans la zone depuis l'adoption de la résolution 2401. Les évacuations médicales, dont plus de 1000 personnes ont pourtant un besoin urgent, ne sont autorisées qu'au compte-gouttes.

La stratégie du régime a poussé l'horreur jusqu'à l'emploi de l'arme chimique, documenté par le JIM, comme outil de terreur et de reconquête.

Cette stratégie inclut les arrestations et détentions arbitraires et les innombrables tortures infligées dans les centres de détention, comme l'atteste le rapport César. Comme vous le soulignez, ceux qui fuient dans les zones contrôlées par le régime syrien s'exposent au risque de conscription forcée, d'arrestation et de détention arbitraires. C'est le cas des civils assiégés dans la Ghouta orientale qui vivent sous les bombardements et auxquels aucune garantie de sécurité ni assurance de retour volontaire ne sont données en cas d'évacuation. Parmi eux, 25.000 personnes ont déjà fui. Nous rappelons à cet égard que les déplacements forcés de populations sont susceptibles de constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Cette stratégie repose enfin sur les viols et violences sexuelles massifs, expressions abjectes de ce terrorisme d'Etat que la Commission d'enquête internationale indépendante a établies et présentées la semaine dernière à Genève. Comment ce Conseil pourrait-il simplement les ignorer, comme certains voudraient qu'on le fasse ? Les faits rapportés marquent un nouveau seuil dans l'horreur et ce Conseil a bien la responsabilité morale et politique d'y mettre un terme.

La répression systématique a nourri l'extrémisme et ouvert la voie à un cycle infernal de violations des droits de l'Homme. Rappelons-nous bien sûr dans ce contexte les atrocités commises par Daech dans les territoires que ce groupe contrôlait - trafic d'êtres humains, esclavage sexuel, exécutions sommaires et massives.

Nous condamnons naturellement toutes ces violations avec la plus grande fermeté, quels qu'en soient les responsables.

Mais au-delà de la condamnation, comment agir ? Notre priorité aujourd'hui est la mise en oeuvre de la résolution 2401, adoptée à l'unanimité. Cette résolution exige de toutes les parties au conflit et sur tout le territoire une cessation immédiate des hostilités, un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave et des évacuations médicales. Cette résolution appelle également toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations au titre du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Il est de la responsabilité des alliés du régime syrien, au premier rang desquels la Russie et l'Iran, d'exiger du régime la mise en oeuvre de ses obligations au titre des résolutions de ce Conseil. Plus de 5 millions de Syriens ont fui le pays et plus de 6 millions sont déplacés à l'intérieur de la Syrie : nous ne pouvons accepter que cette hémorragie se poursuive.

La France rappelle que la résolution 2401 exige une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire syrien. Cela vaut aussi pour la région d'Afrin, comme nous l'avons plusieurs fois rappelé aux autorités turques. Nous rappelons également que la priorité est la destruction totale de Daech à laquelle les forces démocratiques syriennes ont apporté une contribution décisive. La poursuite des combats à Afrin a contraint les FDS à arrêter leurs opérations contre Daech, dont la menace, nous le savons tous, n'a pas disparu.

La France exprime donc sa vive préoccupation face à la situation humanitaire à Afrin, où de très nombreux civils sont dans une situation critique. 100.000 personnes ont déjà été contraintes de fuir Afrin. Nous condamnons la frappe aérienne qui a touché ce samedi le principal hôpital de la ville, en violation de la résolution 2286. Notre position est constante : les préoccupations légitimes de la Turquie sur la sécurité de sa frontière ne peuvent nullement justifier une implantation militaire durable dans la profondeur du territoire syrien.

Troisième point, nous devons réaffirmer la nécessité de lutter contre l'impunité en Syrie.

Depuis sept longues années, les témoignages convergent et les éléments de preuves de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, s'accumulent. Des noms de responsables sont identifiés. La France soutient pleinement le travail du mécanisme international indépendant d'investigation créé par l'Assemblée générale pour établir les faits et les responsabilités individuelles afin de permettre la poursuite des responsables devant la justice pénale, qu'elle soit internationale ou nationale. Nos tentatives de saisir la Cour pénale internationale, qui se justifient au regard de la gravité des crimes commis en Syrie, n'ont pas abouti en raison du veto de la Russie. Mais ces crimes ne resteront pas impunis : plusieurs juridictions nationales ont été saisies ; en France, la justice enquête sur les crimes terribles commis dans les prisons du régime syrien révélés par le rapport César, que je citais à l'instant.

Enfin, la priorité de ce Conseil doit aller à la mise en oeuvre d'une solution politique conforme à la résolution 2254, sous l'égide des Nations unies. C'est la seule manière de mettre fin au conflit et de répondre aux aspirations des Syriens.

La poursuite de l'offensive militaire en cours ne fera qu'accroître le nombre de victimes syriennes sans rien résoudre. Nous ne parvenons pas aujourd'hui à arrêter le carnage, faute de volonté de la Russie d'y consacrer les efforts nécessaires. Si nous détournons le regard, les violations des droits de l'Homme conduiront aux mêmes violences et à la même escalade dans l'horreur.

C'est au nom des principes universels inscrits dans la Charte des Nations unies, mais aussi tout simplement du réalisme, qu'il faut le réaffirmer : il n'y aura pas de stabilité durable en Syrie sans solution politique pluraliste, respectueuse des droits de l'Homme, des libertés fondamentales, d'opinion, de religion et de conviction.

Cette dimension doit être pleinement prise en compte dans le cadre du processus politique. A cet égard, nous saluons l'engagement et soutenons les efforts de l'Envoyé spécial Staffan de Mistura, qui doivent permettre de relancer les négociations de Genève en commençant par la création du comité constitutionnel, soutenue par la mise en place de mesures de confiance sur le terrain.

Plus que jamais, la priorité de ce Conseil doit être de rendre possible une paix durable et inclusive, conformément au communiqué de Genève et à la résolution 2254. Chacun des membres de ce Conseil doit s'y consacrer résolument et honnêtement. Nous le devons au peuple syrien. C'est la responsabilité de ce Conseil. La France ne ménagera pour sa part aucun effort en ce sens. Je vous remercie./.